

C'est un grand honneur d'être parmi vous aujourd'hui, et de recevoir ce très prestigieux doctorat honorifique.

Nous nous trouvons aujourd'hui à un stade complexe dans la vie de l'Europe. De nombreuses questions semblent nous diviser, et nos dirigeants politiques prennent actuellement des décisions difficiles, à savoir, s'il faut bouger avec ces forces et comment le faire, ou s'il faut résister et chercher à renforcer les liens qui nous unissent.

Il y a de fortes incertitudes. Une semaine après la commémoration du Bataclan, nous sommes conscients des graves menaces de troubles, de la réalité de ceux qui sont aliénés, perturbés, radicalisés. Nous sommes conscients du cri de la dépossession et de l'aliénation dans le référendum britannique et les élections américaines. Nous entendons le cri, et nous craignons son écho dans toute l'Europe, en particulier dans les pays où les racines de la démocratie sont peu profondes et où les mauvaises herbes de l'autoritarisme prolifèrent.

À cela s'ajoutent les défis économiques et sociaux majeurs auxquels le continent est confronté, et il pourrait sembler frivole de parler d'une vision de l'Europe au 21^e siècle à la lumière du bien commun.

Au milieu de tant d'incertitudes, n'est-il pas tout simplement préférable de donner la priorité à notre bien-être, que ce soit en tant qu'individus, ou en tant qu'États-nations ? C'est ce que beaucoup disent. « L'élite européenne a tort. Nous devons prendre soin de nous. » Il est certain que pour beaucoup, la réponse à Trump a été davantage d'Europe. Ce qu'ils entendent par ça, c'est qu'il faut plus de centralisme, plus de fédérations imposées, moins de flexibilité.

Je soutiens aujourd'hui qu'une telle réponse est totalement inadéquate quand on considère les défis auxquels nous devons faire face en tant que continent. Pour relever ces défis, il nous faut des réponses du 21^e siècle, et nous trouverons des

réponses satisfaisantes uniquement si nous les basons sur une vision que nous pouvons tous reconnaître, une vision à la recherche du bien commun. Ça ne sert à rien de traiter Dieu comme un instrument pour une Europe du 21^e siècle, car le résultat est la création d'une idole, ce n'est pas le service du vrai Dieu dont la révélation en Christ constitue le fondement de nos valeurs. Je m'efforcerai de soutenir que l'avenir de l'Europe réside dans un processus de subsidiarité, de réimagination et d'inclusion, en particulier dans l'élaboration de concepts de toutes sortes de communautés intermédiaires.

C'est une vision théologique qui permet une vision commune, mais qui établit fermement les limites de ce qui est acceptable.

Il nous faut une réponse du 21^e siècle qui reprend les paroles que Jean Monet prononça lors de la signature du Traité de la communauté européenne sur le charbon et l'acier :

« Ce Traité [...] doit ouvrir une brèche dans les souverainetés nationales, en substituant aux barrières du passé qui nous ont jusqu'à présent divisés et appauvris, des règles communes acceptées par tous et *applicables à tous pour le bien commun.* »

La reconstruction d'après-guerre, basée sur des politiques économiques et commerciales mutuellement avantageuses était la préoccupation immédiate des six nations signataires du Traité de la CECA. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à un ensemble de défis différents.

Cependant, notre réponse à ces défis — le Brexit, la crise des migrants, la violence et le terrorisme à caractère religieux, et bien d'autres questions — doit être d'atteindre le bien commun, les institutions intermédiaires (les écoles, les organismes de bienfaisance, les entreprises, les églises, la société civile, et, par-dessus tout, les familles) et la subsidiarité, plutôt que les barrières du passé.

Nous devons supprimer les barrières, les renverser, mais nous ne devons pas en ériger d'autres encore plus dangereuses.

Un ecclésiastique britannique qui parle du bien commun et d'une vision commune pour le siècle prochain vous rend peut-être sceptique. Aucun d'entre nous ne peut se permettre d'interpréter la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne comme si on relevait le pont-levis devant toutes nos relations avec le continent européen. Une vision pour l'Europe doit transcender les frontières de l'Union européenne.

Lorsque les tensions politiques montent, comme je suis sûr qu'elles le feront au cours des deux années et demi prochaines avant que le Royaume-Uni quitte l'Union européenne, il est encore plus nécessaire que l'église parle en une seule voix et qu'elle témoigne en un seul corps d'une vision commune pour une vie bien vécue ensemble. C'est dans cet esprit que je veux formuler les paroles que je vous adresse ce soir. Le chemin qui s'ouvre devant l'Europe doit être, en fin de compte, celui d'une Europe **catholique**. Je ne veux pas dire catholique romaine – bien que, plus tard, dans mon discours, je parlerai du besoin de puiser dans les profondeurs de l'Enseignement social de l'Église catholique, pour élaborer une vision pour l'Europe au 21^e siècle.

Avant de m'étendre sur les caractéristiques éventuelles d'une Europe **catholique** avec un petit « c », je veux parler de l'état de l'Europe actuelle tel que je le vois. Il serait très facile de dédier la totalité de cette allocution aux questions économiques, sociales ou politiques auxquelles nous faisons face en Europe aujourd'hui. Alors, permettez-moi d'offrir un bref aperçu sur les questions que j'estime être essentielles dans chacun de ces aspects, et sur la façon dont elles peuvent aider et entraver la poursuite du bien commun.

L'état de l'Europe : l'économie

Depuis la création de la CECA, puis du Traité de Rome, la prospérité — énumérée plus visiblement dans la prospérité matérielle et économique — a constitué un pilier central de la coopération européenne. Les traités de Rome et de Paris font tous deux références à « l'amélioration constante des conditions de vie et de travail de leurs peuples [ceux des États membres] ». Lorsque nous étudions le progrès réalisé depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, on peut difficilement soutenir que la coopération européenne n'a pas été un grand succès sur le plan économique.

Bien sûr, depuis 2008, l'histoire est plus compliquée que ça. Dans le sud de l'Europe en particulier, des discours sur la réussite économique susciteraient la confusion et la colère.

La Grèce en est l'exemple le plus évident. On avait exhorté ce pays à intégrer la zone euro en se basant essentiellement sur un faux prospectus et une déclaration de créances bien au-dessous de la réalité, et donc en dehors des critères d'intégration à l'euro. Les personnes concernées, désirant voir un plus grand nombre de pays intégrer la zone euro, exercèrent un certain degré de collusion. En adoptant ce qui est en substance une devise étrangère, un pays perd la capacité d'assurer le service de ses créances en imprimant de l'argent pour résoudre ses problèmes au moyen d'une inflation. Il dépend donc des balances commerciales et de l'activité économique pour générer un revenu suffisant pour subvenir à tous ses besoins, y compris au service de ses créances.

Nous ne sommes pas trop surpris maintenant que la Grèce n'ait pas pu acquitter la facture lorsque la Grande récession est survenue en 2008. Qui plus est, les pauvres de toute une nation ont effectivement été déclarés en faillite involontaire à cause d'une mauvaise gestion passée et même d'une élite corrompue. Le poids est tombé sur ceux qui étaient le moins à même de survivre, et lorsque leur souffrance personnelle a été aggravée par la détresse désespérée de centaines de milliers de réfugiés, qui sont maintenant devenus des

millions, ils ont reçu très peu d'aide. Ce que nous avons vu, c'est que le système de marché mondial, et en particulier l'Union européenne, prête de l'argent aux gens pour acheter des choses, puis étrangle leurs espoirs et leurs avenir lorsqu'ils ne peuvent pas payer. Ce que nous avons maintenant, c'est la plus grande prison pour débiteurs de l'histoire européenne.

Donc, d'une part, nous considérons le progrès depuis la guerre et nous observons une énorme augmentation du bien-être matériel pour la grande majorité des Européens. Cependant, d'autre part, nous voyons des politiques qui poussent de larges sections de pays entiers vers des situations de plus en plus désespérées, sans aucune vision apparente sur la façon de surmonter les circonstances, et qui les maintiennent dans ces conditions.

Les problèmes sont exacerbés par des aspects de la pratique de l'Union européenne concernant la centralisation, la corruption et la bureaucratie, qui ont fourni des munitions faciles et bon marché aux adversaires de l'idéal européen, et qui ont fini par créer une mythologie que l'imaginaire collectif en Europe du Nord et aux marges de l'Europe du Nord a absorbée. En même temps, l'Europe semble s'être composée de trois couches : Bruxelles, les nations et les individus, ou les consommateurs. Les lobbies existent pour les agriculteurs, ou la pisciculture, ou pour un bon nombre d'autres secteurs. Cependant, les villes et des communautés, les familles et les groupes informels ne semblent pas être autant appréciés, valorisés et libérés. Pourtant, la société humaine que Dieu a créée va bien au-delà de l'individu ou de la bureaucratie. Elle est relationnelle, et pour cela, chaque forme d'institution relationnelle humaine quelle qu'elle soit - de la communauté de base qu'est la famille jusqu'aux petites et moyennes entreprises, ou l'église, ou autre, doit être traitée comme ayant une légitimité et une valeur dans le mélange riche et luxuriant de la société humaine européenne. Après tout, ces groupes intermédiaires sont véritablement le socle de la réussite de nos pays et de nos sociétés.

Négliger ainsi l'intermédiaire me semble également contredire la vision des dirigeants politiques qui ont initialement développé la coopération européenne d'après-guerre - Monnet et Schumann, Adenauer et de Gaulle. C'était une vision profondément morale, profondément chrétienne et pleine d'espoir.

Une vision pour « l'amélioration constante des conditions de vie et de travail » exige naturellement l'économie comme instrument de livraison, mais nous semblons avoir perdu de vue la façon dont l'économie avait été exploitée pour permettre l'épanouissement humain, plutôt que les structures économiques qui asservissent les êtres humains.

À quoi sert la coopération économique ? Quelle est notre vision à son égard ? S'agit-il simplement d'une courbe de croissance économique en hausse sur un graphique ? Ou le moteur de l'élaboration de politiques est-il quelque chose de plus grand, de plus prometteur ? Je veux faire une distinction ici entre ce que nous pouvons appeler *l'intérêt général* et *le bien commun*. Comme j'y ai déjà fait allusion, l'intérêt général se préoccupe de l'augmentation générale de la marée économique et présume qu'elle profitera à tout le monde. Le bien commun se préoccupe d'une marée montante qui soulève véritablement tous les bateaux.

Par conséquent, la politique économique nationale et régionale doit être réinventée — réalignée — pour libérer l'épanouissement humain. Cela veut dire qu'il faut se préoccuper de l'inégalité croissante sur l'ensemble du continent, non seulement par rapport aux revenus, mais également pour ce qui concerne la richesse, la santé, l'éducation et bien d'autres domaines.

Ceci reflète une réalité changeante où « bien que l'on trouve encore les niveaux absolus de pauvreté et de désavantage économique les plus élevés dans l'ancien

bloc de l'Est, [on trouve] maintenant les contrastes les plus frappants au sein des pays plutôt qu'entre eux. »¹

C'est au travers d'une telle préoccupation que nous commencerons à raviver une vision de *l'objet* de l'économie qui offre plus d'espoir et qui est davantage axée sur l'humain que les politiques les plus mercantiles que nous avons observées ces dernières années.

L'état de l'Europe : le social

La composition sociale de l'Europe en 2016 est radicalement différente de celle de l'Europe de Monnet et des autres pères fondateurs. Depuis la réunification de l'Allemagne et la chute de l'Union soviétique, nous avons constaté un changement radical dans la façon dont nous comprenons « l'Europe », observé particulièrement clairement dans l'adhésion (désirée or obtenue) à l'Union européenne. De nouveaux États indépendants ont émergé, des populations se sont retrouvées capables de se déplacer plus librement sur l'ensemble du continent. Et, effectivement, malgré une plus grande intégration au niveau politique, depuis la fin de la guerre froide, l'Union européenne a grandi et est passée de 12 à 28 (bientôt 27) États membres. L'absence notable d'un processus clair pour l'intégration *au sein de* l'Europe a été préjudiciable, outre tous les changements que nous avons observés pour ce qui concerne ceux qui viennent de *l'extérieur* des frontières européennes.

Au fur et à mesure de son intégration économique, l'Europe a ignoré le besoin d'intégrer nos valeurs, nos cultures, nos rêves et nos idéaux. En bref, nous n'avons aucune *vision commune* de ce qu'est l'Europe, au-delà d'un tissu d'activités économiques de plus en plus complexe.

¹ Judt, T. (2005) *Postwar: A History of Europe since 1945*. Londres, Vintage Books, p755. (Publié en français sous le titre : *Après-guerre (une histoire de l'Europe depuis 1945)* ; éd. Pluriel ; 2010).

Par ailleurs, notre meilleur moyen d'exprimer ce qu'*est* l'Europe est de parler de ce qu'elle *n'est pas*. Depuis la chute de l'Union soviétique, l'Europe a été définie (en particulier à ses frontières extérieures) par exclusion, plutôt que par inclusion. Nous devons récupérer cette vision de ce qu'*est* l'Europe, ou de ce que nous souhaitons qu'elle soit, très rapidement, et j'aborderai ce point dans la dernière partie de mon allocution.

L'intégration n'ayant pas été traitée de manière adéquate au sein de l'Europe, il est clairement difficile de réussir à l'aborder avec ceux qui rejoignent l'Europe et qui viennent d'ailleurs. Cet échec initial provient en partie de la supposition que, dans l'ensemble, nous sommes tous pareils. Nous disons, peut-être inconsciemment, que les Européens sont assez semblables. De manière générale, nous nous ressemblons physiquement, nous nous habillons de la même façon, nos loisirs et nos intérêts ont tendance à coïncider. Beaucoup de nos villes se ressemblent, en particulier en Europe centrale et en Europe de l'Est.

Mais je soutiens que ces caractéristiques communes ne représentent qu'une ressemblance superficielle. Nous nous regardons en face, et nous voyons quelque chose de familier, mais nous ne cherchons pas plus en profondeur pour savoir si cette superficialité mène à une ressemblance culturelle plus profonde.

Nous le constatons même à l'intérieur des frontières du Royaume-Uni, notamment en Écosse, mais également en Irlande du Nord, au pays de Galles, et même en Cornouailles ; nous entendons de plus en plus de formulations d'une perception plus approfondie et distincte de la culture, de l'histoire, etc. Ces formulations sont considérablement amplifiées et exacerbées à l'échelle paneuropéenne.

À travers l'Europe, nous nous regardons en face, mais la superficialité de ce face à face est totalement trompeuse. Dans une méditation puissante sur les

Hymnes sur le Paradis de Saint Éphrem le Syrien, David Ford, théologien irlandais, parle de rencontres face à face comme ayant une « valeur salvatrice » et dit qu'« une grande partie des choses les plus importantes de notre vie se produisent »² lors de ces rencontres.

Le poème de Saint Éphrem illustre d'une manière frappante ce qui se passe lorsque nous entrevoyons le visage de Dieu :

« Le Seigneur de tous

Est le véritable trésor de toutes choses :

À chacun selon sa capacité

Il donne une lueur

De la beauté de Son invisibilité, de la splendeur de Sa magnificence.

Il est le rayonnement qui, dans Son amour,

Fait briller tout le monde

- Le petit, avec des éclats de lumière émanant de Lui,

Le parfait, avec des rayons plus intenses,

Mais seul Son Enfant suffit pour la grandeur de sa gloire.

C'est alors que chacun ici-bas

Pour Lui rend pur son œil,

Et peut mieux contempler

² Ford, D. (1999) *Self and Salvation: Being Transformed* ; (Le soi et le salut : être transformé) ; Cambridge ; Cambridge University Press ; p. 18.

- Sa gloire incomparable... »³

Le poème, et la méditation personnelle de Ford sur ce poème nous montrent que, lorsque nous nous regardons en face, profondément et sincèrement, nous commençons à capturer un aperçu de notre création, notre Créateur, et donc de notre humanité commune. Nous nous faisons face les uns aux autres, non pas en tant qu'êtres économiques, mais en tant qu'individus et au travers de nos institutions intermédiaires. Lundi dernier, nous avons eu une réunion formidable à Lambeth Palace avec des rabbins et des membres du clergé anglican. Nous avons affronté des questions parmi les plus difficiles qui nous divisent et nous provoquent, mais nous l'avons fait à une échelle humaine qui pourrait bien être efficace.

Mais, si nous nous trompons sur ce que nous pensons voir, si nous prenons le superficiel pour le profond, alors notre réponse aux questions comme celle de l'intégration sera la mauvaise réponse ou, en fait, ne sera pas du tout une réponse.

En revanche, nous commettons une erreur en présumant que les différences superficielles telles que l'ethnicité sont des différences profondes et inflexibles. La culture d'une nation ou d'un groupe ethnique et sa philosophie, les valeurs collectives d'un peuple, sont liées et influencées par l'apparence des gens, mais cette culture est également autre chose.

Il est dangereux de supposer et de prétendre simplement qu'une autre personne partage notre culture, nos valeurs, nos priorités, etc., ou pas, selon qu'elle nous ressemble ou pas. Et, en nous basant sur une notion de ressemblance superficielle pour formuler notre idée de ce qu'est l'Europe, nous n'avons pas

³ Éphrem le Syrien ; Hymns on Paradise (Hymnes sur le paradis) ; Introduction et traduction en anglais de Sebastian Brock (St. Vladimir's Seminary Press ; Crestwood ; NY 1990), Hymne IX ; pp.138ff, cité dans D. Ford ; Self and Salvation : Being Transformed ; (Le soi et le salut : être transformé) ; p. 25-29.

pris des racines suffisamment profondes pour nous donner la confiance de surmonter les différences superficielles lorsqu'elles se présentent devant nous.

Notre incapacité à intégrer avec succès certaines parties de ces groupes de personnes qui ont immigré à l'intérieur des frontières de l'Europe est donc un symptôme de notre incapacité à définir et à vivre une identité européenne profonde et sûre d'elle.

Les conséquences de cet échec sont évidentes. Premièrement, il a facilité la tâche à ceux qui cherchent à nuire aux citoyens d'Europe — à Paris, à Nice et dans d'autres villes — ceux qui cherchent à endoctriner leurs disciples avec un récit sur ce que l'Europe soutient et ce qu'elle rejette. Je parlerai plus en détail plus tard des caractéristiques possibles de notre contre-récit. Deuxièmement, les nations au sein de l'Europe ont commencé à se tourner vers l'intérieur, recherchant le réconfort et la stabilité dans l'identité nationale, ce qui, dans certains cas, s'est manifesté par l'élection de gouvernements et de politiciens populistes et nationalistes. Je souhaite maintenant me tourner vers ce sujet et considérer l'état politique de l'Europe.

L'état de l'Europe : la politique

Le discours politique en Europe a naturellement été dominé par la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne. La décision va non seulement entraîner une contraction de l'adhésion à l'Union pour la première fois, mais elle a également créé un espace de discussion sur la nature de l'Europe à l'avenir. Quelles que soient nos perspectives sur le pour et le contre de la décision, les dirigeants politiques, des deux côtés de la Manche, doivent s'assurer que les deux parties peuvent prospérer dans la nouvelle réalité et que le processus continue d'être axé sur la poursuite du bien commun.

Toutefois, le Brexit n'est pas le plus grand changement politique qui se soit produit à travers l'Europe, bien qu'il y ait tout lieu de penser qu'ils sont liés. Ces dernières années, nous avons remarqué ce que nous pourrions considérer comme une renaissance rapide du nationalisme à travers l'Europe. Nous avons observé l'élection de gouvernements nationalistes en Autriche et ailleurs en Europe centrale et en Europe de l'Est. Ici, en France, le Front national domine les sondages. Au Royaume-Uni, comme je l'ai déjà mentionné, une grande partie du débat concernait l'identité nationale du Royaume-Uni et la façon dont elle interagit avec notre relation avec le reste de l'Europe.

Pendant la période d'après-guerre, la « prospérité économique, la paix sociale et la stabilité internationale »⁴ qui définissaient l'époque, le besoin viscéral et même rationnel pour l'État-nation ont commencé à s'évaporer. À travers l'Europe, les frontières qui avaient défini les alliés et les ennemis pendant les deux siècles précédents ont commencé à s'estomper. Alors, qu'est-ce qui avait changé ?

Je ne vais pas essayer d'affirmer une corrélation ou une causalité entre les deux ; j'aimerais toutefois remarquer que nous traversons actuellement une période où une nouvelle génération d'Européens est peut-être moins riche que ses parents, où les normes sociales de nombreux pays ont été remises en question et où les attentes en matière de sécurité sociale qui ont été accordées à ma génération ne seront peut-être pas viables pour la génération suivante ; et nous nous trouvons dans un monde où la stabilité est plus précaire. Est-ce donc si surprenant si, face à cela, les gens ont commencé à se replier vers l'intérieur, vers les frontières rigides de l'État-nation ?

Nous ne pouvons pas dire que la renaissance de l'État-nation soit une bonne chose ou non. Si c'est une réalité, alors c'est une réalité dont nous devons tirer

⁴ Judt (2005) p. 796

parti. En ce moment, quand nous parlons des valeurs et de la vision de l'Europe au 21^e siècle, nous devons tenir la même conversation dans nos pays respectifs. Dans quelques semaines, j'animerai un débat dans la Chambre des Lords sur les valeurs communes soutenant notre vie nationale et sur la façon dont elles façonnent nos priorités en matière de politiques publiques. Comment l'État est vécu est un défi pour nous tous, et il est possible que ce défi ait été quelque peu oublié à une époque stable et prospère en Europe. Au cœur de cette renaissance, il était nécessaire de parler dans nos contextes nationaux des valeurs nationales et des vertus essentielles à la poursuite du bien commun et qui plus est, de les démontrer, y compris l'hospitalité et la générosité, contrairement à une propension au mercantilisme et aux perspectives de repli sur soi. Si nous laissons nos contextes politiques nationaux et internationaux définir nos valeurs et nos vertus, nous serons déçus. Les valeurs émergent d'histoires d'interactions. Elles sont ancrées dans des récits de vertu, en particulier, en Europe, dans les récits de la tradition judéo-chrétienne, Elles sont autant intégrées dans les groupes informels et intermédiaires que dans l'État, probablement plus que dans l'État.

L'État de l'Europe : la violence à caractère religieux

Un autre facteur a un impact significatif et croissant sur la façon dont nous comprenons ce que cela signifie « d'être l'Europe » et comment le vivre dans un engagement envers le bien commun : la violence à caractère religieux et sa manifestation au sein de l'Europe au travers d'actes de terrorisme les plus barbares. Nous n'avons pas vécu la religion comme un facteur contributif dans la politique internationale depuis les Guerres de religion des 15^e et 16^e siècles. Il est donc légitime de se demander : « comment pouvons-nous espérer répondre de manière efficace à la violence à caractère religieux sur l'ensemble du continent si nous ne sommes pas capables de la comprendre ? »

Vous, ici, vous l'avez vécu dans toute sa fureur et dans toute sa terrible cruauté. Rien qu'en regardant les cérémonies de commémorations en Angleterre, nous avons ressenti l'horreur à nouveau et nous avons pleuré. Nous compatissons tellement avec vous !

Ainsi, l'un des défis majeurs est de déterminer comment parler de la religion en Europe. Sur un continent où nous constatons une croissance du sécularisme et de l'apathie (dans certains cas, une hostilité ouverte) envers la religion et les croyants, notre défi à nous tous, ici, aujourd'hui, est de trouver de nouveaux moyens de partager notre vocabulaire religieux avec le reste du continent.

Cela signifie également qu'il nous faut parler avec confiance de la tradition judéo-chrétienne de notre continent et de la raison pour laquelle cette tradition doit être reflétée dans la façon dont nous comprenons l'Europe. Pour les personnes concernées, il ne s'agit pas d'un appel au retour de la Chrétienté, mais d'être franc par rapport à notre tradition et à notre héritage — tant les bons aspects que les mauvais.

Dans un discours que j'ai prononcé devant des directeurs d'écoles de l'Église d'Angleterre en septembre, j'ai dit — sans controverse à mon avis — que pour vaincre le terrorisme, il nous fallait comprendre la mentalité de ceux qui le perpétuaient. À ma grande surprise, un petit nombre de commentateurs dans les médias ont compris mes commentaires comme apaisant les terroristes et leurs actions. Cependant, quelle que soit leur dépravation, des groupes tels que l'état islamique possèdent une idéologie, en fait, une théologie, qui est au cœur de leur propagande, et donc la force motrice — qui comprend l'histoire humaine en termes apocalyptiques, non pas en terme général, mais dans ses termes techniques les plus stricts : ils croient que la fin du monde est pour bientôt, que le prophète va revenir avec Jésus et qu'il vaincra les pouvoirs occidentaux.

Il est très difficile de comprendre ce qui pousse les gens à commettre les terribles actes dont nous avons été témoins ces quelques dernières années à moins d'avoir certaines connaissances et une certaine compréhension en matière de religion. Vous pouvez la rejeter ; vous pouvez les condamner — ce n'est pas un problème —, mais vous devez quand même comprendre de quoi ils parlent.

Et pour comprendre, les croyants en Europe doivent retrouver la capacité de partager notre vocabulaire religieux avec le reste du continent. Si nous traitons la violence à caractère religieux uniquement comme une question de sécurité, ou comme une question de politique, il sera terriblement difficile — probablement impossible — de la vaincre. La réponse doit comprendre une voix théologique, et nous ne devrions pas hésiter à l'offrir.

Pour cela, il faut s'éloigner de l'argument de plus en plus populaire, qui consiste à dire que l'état islamique « n'a rien à voir avec l'Islam », ou que les milices chrétiennes en République centrafricaine n'ont rien à voir avec le Christianisme, ou que la persécution nationaliste hindoue des chrétiens en Inde du Sud n'a rien à voir avec l'Hindouisme. Tant que les leaders religieux ne réagiront pas et qu'ils n'assumeront pas la responsabilité des actions de ceux qui agissent au nom de leur religion, nous ne parviendrons à aucune résolution.

[La religion est rarement la cause profonde d'un conflit, mais si vous dites à un groupe de jeunes hommes : « Vous êtes désavantagés sur le plan ethnique par des luttes du 19^e siècle. De plus, vous êtes repoussés et marginalisés durant la période coloniale. Sur les plans économique et éducatif, vous avez fait l'objet de discrimination, à cause du système éducatif qui, du point de vue économique, fait partie d'un processus de mondialisation commerciale... » — vous les avez perdus, tout comme je vous ai perdus au milieu de cette phrase. Si vous dites : « Vous êtes cette foi et donc, vous êtes bon, et ils sont cette foi et donc, ils sont mauvais. », c'est assez simple. Et si vous utilisez la religion comme une accroche comme un prétexte, suffisamment longtemps, tôt ou tard, cette

accroche, ce prétexte commencent à devenir une réalité. Et c'est ça que l'on voit maintenant.]

Bien sûr, il ne suffit pas d'utiliser notre compréhension du langage religieux d'une manière défensive ou préventive. Au Royaume-Uni, notre programme de lutte contre la radicalisation dans les écoles et les universités est intitulé « Prevent » (Prévenir), ce qui, à mon avis, résume bien la façon générale d'aborder l'extrémisme religieux. Cependant, plutôt que de chercher simplement à empêcher une « mauvaise » religion, nous devons offrir une autre vision plus convaincante du rôle de la foi dans nos sociétés, qui est plus profonde, plus satisfaisante pour l'esprit humain. Et, où trouvons-nous une meilleure vision si ce n'est dans l'évangile de Jésus Christ, dans la bonne nouvelle du Christ ?

Donc, pour finir, je veux vous parler de la raison pour laquelle je crois qu'il est absolument nécessaire pour nous de récupérer le langage religieux pour le bien commun de l'Europe. Pour cela, nous devons définir une vision pour une « Europe catholique ».

La Vision : une Europe catholique

Les réponses que nous avons fournies auparavant aux défis auxquels l'Europe est confrontée ne sont plus adéquates. Ici, en France, je dirais — peut-être de manière quelque peu provocatrice — que la laïcité a rempli son objectif. La laïcité matérialiste, qui n'est pas la laïcité sous sa forme d'origine, n'est pas capable de faire face aux défis posés par des groupes religieux dotés de récits puissants, cohérents entre eux, quoique malfaisants, qui remettent entièrement en question ce que nous entendons par une société juste et bonne. C'est également vrai pour de nombreux autres États européens.

Il est donc temps d'offrir de nouvelles solutions. Les valeurs de la vision des pères fondateurs du projet européen s'inspiraient largement de l'Enseignement social de l'Église catholique. L'Enseignement social de l'Église catholique a joué un rôle important dans le développement de ma propre foi. Je crois que les valeurs et la vision pour le 21^e siècle doivent être catholiques (avec un petit « c »). Par cela, je veux dire qu'elles doivent être globales, flexibles, complètes, et viser fondamentalement l'inclusion. L'inclusion vise les gens, mais également les institutions et les rencontres humaines, les groupes et les communautés, en tant que tels, pas uniquement en tant qu'individus.

Et quand les choses sont flexibles, complètes et inclusives, en réalité, elles ne peuvent pas être simples. Nous devons reconnaître que pour proposer une vision réalisable et convaincante de l'Europe au 21^e siècle, nous devons accepter que l'Europe doive devenir plus complexe. C'est une chose que j'ai apprise quand je travaillais dans des situations de conflit pendant plusieurs années. On ne résout pas un conflit par la simplification, mais en reconnaissant la complexité de la situation. La complexité entraîne le désordre.

Dans le contexte de notre discussion aujourd'hui, la complexité signifie reconnaître la différence et l'apprécier. L'Europe, ce n'est pas les États-Unis d'Amérique. Ce n'est pas un État-nation à ce stade. C'est une collection d'États avec une culture commune et certains aspects culturels très différents. À cela, nous devons également ajouter une histoire incroyablement sanglante. Construire une bonne Europe — ce qui doit être le but d'une vision basée sur le bien commun — signifie donc qu'il faut aborder la complexité, l'accepter et l'adopter.

Alors, comment pouvons-nous utiliser l'Enseignement social de l'Église catholique comme fondement pour cette vision pour l'Europe à la lumière du bien commun ?

Premièrement, la vision pour l'Europe doit renouveler son engagement envers la vraie subsidiarité. La présence de structures de relations économiques, politiques et sociales qui libèrent la subsidiarité rendra l'acceptation de la complexité plus réaliste. Il me semble que les débats actuels sur ce qu'est l'Europe sont tombés dans le piège d'assimiler la force et l'unité à la simplicité. Comme je viens de le dire, l'opposé semble être vrai. Les tentatives pour expliquer les structures et l'identité de l'Europe avec une seule histoire globale ont abouti à l'échec, car elles n'ont pas permis suffisamment de flexibilité pour vivre ces structures au-dessous du niveau continental.

Comme j'espère l'avoir expliqué clairement, il y a une histoire importante à raconter sur l'Europe, qui nous aidera à identifier des valeurs pour le 21^e siècle, mais cette histoire ne peut pas être appliquée d'une manière générale. Toutes les histoires d'identité et d'appartenance sont appliquées à l'échelle locale. L'histoire de l'Europe et les structures de ses institutions doivent donc être appliquées localement.

Ce point est essentiel si nous voulons améliorer l'intégration en Europe. L'intégration ne se fait pas si les valeurs et les vertus importantes sont abstraites et éloignées de la réalité vécue. Elles doivent reconnaître la complexité de la diversité — noter que les croyances religieuses et les croyances fondées sur les valeurs auront besoin de complexité — tout en proclamant d'une manière convaincante les valeurs qui ne sont pas négociables, par exemple, notre engagement envers la démocratie. Par ailleurs, cet engagement sera grandement renforcé par un renouveau de la subsidiarité au sein de l'Europe.

Le deuxième concept de l'Enseignement social de l'Église catholique qui est crucial pour une vision de l'Europe au 21^e siècle est la solidarité.

[Le concept de la solidarité a un héritage profondément théologique, mais aujourd'hui, injustement, à mon avis, le terme est bien plus étroitement associé

avec l'idéologie politique qu'avec ses fondements chrétiens. Il est crucial de récupérer la définition chrétienne de la solidarité pour le bien commun si nous voulons réimaginer l'Europe pour que les individus et les communautés soient profondément et sincèrement appréciés plutôt que laissés pour compte ou exclus.

Au fil des ans, c'est très souvent l'Église, par l'intermédiaire de ses monastères ou, plus tard par son engagement envers la réforme sociale, qui s'est faite la porte-parole d'une société de solidarité. Et, comme j'en ai déjà parlé, nous avons vu cet engagement très clairement dans le paysage d'après-guerre. À la fin de la guerre, une nouvelle détermination renforcée, un sentiment de nécessité de créer un monde nouveau sur les cendres du passé, basé sur la solidarité apparaît.

La solidarité, c'est l'amalgame de la dignité inhérente de chaque personne avec le cheminement humain commun. Cet amalgame est parfaitement incarné en Jésus-Christ — la solidarité par excellence. Par son Incarnation, Jésus est devenu Dieu avec nous, et nous a montré l'engagement indéfectible et inébranlable de Dieu envers l'humanité. Jésus n'a pas renoncé à sa solidarité avec l'humanité, même jusqu'à la mort. La solidarité en Jésus ressemble à la générosité, au pardon, et à la réconciliation. Elle ressemble à l'amitié que l'on noue avec les pauvres et à la résistance que nous opposons devant le pouvoir au nom des marginalisés de la société. Jésus nous aide à voir que la solidarité, pour reprendre les paroles de Jean-Paul II, ce n'est pas un vague sentiment de compassion ou de détresse superficielle devant les malheurs de tant de

personnes proches et éloignées. Au contraire, c'est une détermination ferme et persévérante à s'engager envers le bien commun, c'est-à-dire, envers le bien de tous et de chaque individu, car nous sommes tous véritablement responsables pour tous.⁵

La solidarité n'est pas une réalité tant que tous les domaines n'ont pas eu la possibilité de prospérer et d'offrir des opportunités pour l'épanouissement humain. La solidarité ne peut pas dépendre d'un seul groupe au sein de la société. Nous devons la créer ensemble pour faire une chose qui reste unie. L'édifice ne tiendra pas si tous ne contribuent pas à le bâtir.]

Un profond engagement envers la solidarité sera reflété dans la relation entre le « centre » de l'Europe et ses marges. Comme je l'ai déjà mentionné, la solidarité doit s'étendre sur l'ensemble de l'Europe — en particulier sur les régions qui sont les plus lourdement affectées par les changements qui se produisent en Europe et en dehors de l'Europe, notamment, l'arrivée des migrants et des réfugiés en Europe du Sud et du Sud-Est.

La solidarité ne doit donc pas se baser simplement sur les ressemblances superficielles qui ont défini comment nous avons compris l'Europe. La vision pour l'Europe au 21^e siècle doit développer des racines plus profondes — des racines qui sont suffisamment profondes pour surmonter la différence et que l'on ne confond pas avec une ressemblance superficielle.

Un sens de la gratuité — ce que le Pape Bénédict a appelé « la grâce dans l'action » — doit également être une caractéristique déterminante de l'Europe au 21^e siècle. Les citoyens européens ne peuvent tout simplement pas être considérés ou traités comme des consommateurs. La gratuité, c'est transcender

⁵ Jean-Paul II, *Sollicitudo Rei Socialis* (Sollicitude sur les questions sociales), 38L AAS80 (1988), pp. 565-6.

les ententements du monde concernant l'échange et l'équivalence et reconnaître qu'il y a au cœur des relations humaines une véritable capacité d'apprécier l'économie de Dieu — qui est une économie d'abondance, non pas de pénurie. Les systèmes économiques doivent être ancrés dans la compréhension fondamentale de la valeur inhérente de l'être humain — que les humains ne sont pas simplement des unités économiques. Cela s'applique autant à ceux qui vivent à l'extérieur de l'Europe qu'à ceux qui vivent à l'intérieur de ses frontières.

La créativité est le dernier aspect de l'Enseignement social de l'Église catholique que je veux appliquer à la vision pour l'Europe au 21^e siècle – c'est-à-dire, reconnaître la créativité de ce qui a été accompli en Europe ces soixante dernières années. La transformation remarquable de la vie pour le simple citoyen européen est une chose que l'on doit chérir et célébrer. C'est aussi une chose que l'on doit exporter : l'Europe n'est pas un club douillet réservé à ses membres, elle devrait être un phare pour les autres régions du monde. La vision est une chose que l'on devrait partager avec autrui, tout en restant toujours humble face aux manquements de l'impérialisme européen, où cette vision a été imposée plutôt que partagée.

Subsidiarité. Solidarité. Gratuité. Créativité.

Elles peuvent constituer les éléments constitutifs d'une vision pour une Europe catholique au 21^e siècle.

Une vision inébranlable engagée envers le bien commun et l'épanouissement de tous.

Merci.